



Comment Macron assume seul le leadership en Europe

► Le chef de l'Etat devait accueillir la chancelière Angela Merkel, vendredi 19 janvier, après une rencontre avec la première ministre britannique, Theresa May, jeudi

► Tandis que l'Allemagne peine à former un gouvernement et que le Royaume-Uni est empêtré dans le Brexit, il se retrouve solitaire pour piloter le projet européen

► Relance de la convergence entre les économies de l'euro, révision de la directive sur le travail détaché, défense européenne, fiscalité : les chantiers sont nombreux

► Macron et May ont signé, jeudi à Sandhurst, un nouveau traité sur la question des migrants qui veulent se rendre en Angleterre

PAGES 2-3

LE MAGAZINE
DANS
LA FORTERESSE
FACEBOOK

IDÉES
MIGRANTS :
QUAND DERRIDA
DÉFENDAIT
LE DROIT
À L'HOSPITALITÉ



SPIELBERG « LA LIBERTÉ DE LA PRESSE N'A JAMAIS ÉTÉ AUSSI MENACÉE »

A l'occasion de la sortie de son film « Pentagon Papers » le 25 janvier, le réalisateur revient, dans un entretien, sur la révélation par les médias américains, en 1971, de documents secrets sur la guerre du Vietnam. Ces dossiers avaient été remis aux journalistes par un « lanceur d'alerte », dont « Le Monde » raconte l'histoire

PAGES 16-17

En 2015.

DAMON WINTER/NYT-REDUX-REA



GPA : non au marché de la personne humaine

Un collectif de personnalités, réuni autour de Sylviane Agacinski, José Bové et René Frydman, s'inquiète d'« une pratique sociale qui consiste à louer la vie d'une femme ». Plusieurs points de vue sur l'anonymat du don de gamètes

DÉBATS - PAGES 22-23

Sciences

Enquête sur l'ex-présidente du CNRS

Alors que s'achevait son mandat à la tête de l'institution, Anne Peyroche doit répondre de soupçons d'anomalies dans certains de ses travaux

PAGE 12

Réformes

Le patronat met la pression sur l'exécutif

Malgré les satisfactions obtenues sur des revendications historiques, le Medef et la CPME jouent les contestataires à un moment décisif pour le gouvernement.

PAGE 8

Pollution La Chine redoute une marée noire



L'incendie du tanker iranien « Sanchi » en mer de Chine, le 14 janvier. MINISTÈRE DES TRANSPORTS CHINOIS/AP

Après le naufrage au large de Shanghai du *Sanchi*, un pétrolier iranien transportant 136 000 tonnes d'hydrocarbure, qui a fait 3 morts et 29 disparus parmi l'équipage, des nappes menacent les côtes. Même si le condensat qui s'échappe des soutes s'avère plus volatil que du pétrole brut et

s'évaporerait donc en grande partie, les risques de marée noire dépendent des courants, qui entraîneront la pollution vers le large ou vers les terres. « L'incident aura des conséquences particulièrement graves sur l'écosystème de cette zone », estime d'ores et déjà un expert.

PAGE 7

Prisons

La gronde des surveillants face à la violence

PAGE 13

Airbus

L'A380 sauvé par une commande d'Emirates

CAHIER ÉCO - PAGE 5

International

Bruxelles réduit la liste noire des paradis fiscaux

CAHIER ÉCO - PAGE 3



ÉDITORIAL
PROCHE-ORIENT :
LA BRUTALITÉ
INCOHÉRENTE
DE TRUMP

PAGE 24

QUI FAIT PLUS DE VUES QU'UN TWEET DE DONALD TRUMP ?

(MAIS EST PEUT-ÊTRE MOINS DANGEREUX POUR LA PLANÈTE)

MY
FRENCH
FILM
FESTIVAL
.COM

19 JAN - 19 FÉV
8^e ÉDITION

LE PREMIER FESTIVAL DE CINÉMA FRANÇAIS EN LIGNE
30 JOURS - 30 FILMS - 10 LANGUES - PARTOUT DANS LE MONDE



Les universités chinoises gagnées par #metoo

Jusqu'ici mesurées, les allégations d'agressions sexuelles et de viols se multiplient depuis fin 2017

SHANGHAI - correspondance

C'était il y a douze ans. Luo Xixi, jeune étudiante à l'université Beihang de Pékin, accepte d'aider son directeur de thèse, qui lui demande de venir s'occuper de plantes chez sa sœur. Une tâche domestique pour lesquelles les femmes sont naturellement meilleures, insiste le professeur d'informatique. Une fois dans l'appartement, il se « jette sur elle », raconte la jeune femme. Elle résiste, le professeur insiste jusqu'à ce qu'elle s'effondre en larmes, arguant de sa virginité pour le convaincre de la laisser tranquille. Il abandonne, mais le reste de ses études s'en ressentira. « Les quelques années passées sous sa direction ont été un cauchemar », écrit Luo.

Le témoignage de Luo, qui habite désormais aux Etats-Unis, publié début janvier sur plusieurs réseaux sociaux chinois, a eu un

retentissement important. A la suite d'une enquête interne qui a fait émerger d'autres témoignages, Beihang, une université d'ingénierie réputée, a suspendu Chen Xiaowu, 45 ans. Le 11 janvier, l'université l'a démis de ses fonctions d'enseignant et de vice-directeur de son département. Le 14 janvier, le ministère de l'éducation lui a retiré un titre honorifique. Le ministère a également annoncé la création d'un « mécanisme de prévention à long terme », au sein des universités.

Un tournant

La réponse officielle marque un tournant pour le mouvement #metoo en Chine, balbutiant jusqu'ici. L'affaire Weinstein, révélée en octobre 2017, n'a pas fait grand bruit dans le pays. Les médias s'en sont tenus à une couverture minimale. Le *Global Times*, média d'Etat en anglais, a même publié un « point de vue » expliquant que le harcèlement sexuel était

principalement un problème occidental, la culture chinoise confucéenne étant plus respectueuse des femmes. Si des conversations émergent sur des forums anonymes, comme Zhihu, il n'y a pas de déferlante. Pourtant, d'après Human Rights Watch, 67 % des étudiantes chinoises sont harcelées à l'université.

Le mot-clé « moi aussi » (*wo ye shi*) est apparu sur les réseaux sociaux chinois, mais a du mal à percer. La censure n'y est pas pour rien. Le féminisme en Chine, comme toute activité militante, est surveillé étroitement par les autorités, qui n'ont pas hésité à arrêter cinq jeunes femmes pour avoir tenté d'organiser une campagne contre le harcèlement dans les transports publics, en 2015.

« Les autorités ont plus peur des mouvements politiques et sociaux. Le féminisme est sans doute l'une des luttes qui les inquiètent le moins. Alors que ces dernières années, j'ai constaté que la pression

sur les mouvements de défense des droits civils, des droits des travailleurs, s'est considérablement accrue », témoigne l'avocate Guo Jianmei, Prix Simone de Beauvoir pour la liberté des femmes en 2010, pour l'action de son association Etudes des lois relatives aux femmes et centre d'aide légale. Son centre, hébergé par l'université de Pékin, a été fermé en 2016, « plutôt pour mes activités de défense des droits humains », précise-t-elle.

Mais, fin décembre, dans des universités de Pékin, à Nanchang (Jiangxi), dans le Hebei, des allégations d'agressions sexuelles et de viols se sont multipliées. Depuis, des témoignages ont émergé dans une soixantaine d'universités. Les récits, concordants, donnent l'impression d'une impunité totale des enseignants. « Les grands pontes sont souvent protégés », explique Li Sipan, universitaire féministe, qui dirige le Réseau pour l'éveil des

« En termes d'impact, il s'agit du plus grand mouvement féministe en Chine »

LI SIPAN
universitaire féministe

femmes, créé à la suite d'un cas d'agression sexuelle à l'université de Xiamen (sud) en 2014.

Depuis début janvier, le mot-clé « *wo ye shi* » revient régulièrement sur les réseaux sociaux, sous une forme ou sous une autre, la formule originale ayant été censurée. « En termes d'échelle et d'impact, il s'agit du plus grand mouvement féministe en Chine », affirme Li Sipan. Pour autant, il pourrait rester cantonné aux universités, craint l'avocate Guo Jianmei : « Les étu-

diantes sont jeunes, éduquées, elles veulent parler. Mais dans d'autres secteurs, c'est plus compliqué », indique-t-elle. La société chinoise reste largement patriarcale, de l'organisation de la famille à la politique. La loi sur les divorces de 2011 privilégie les hommes, stipulant que les biens, notamment immobiliers, ne doivent pas être divisés et reviennent à la personne présente sur le bail (les hommes, la plupart du temps).

Depuis neuf ans, la Chine ne cesse de reculer sur l'échelle des inégalités hommes-femmes du Forum économique mondial, pointant aujourd'hui à la 100^e place sur 144. Le comité permanent du bureau politique du Parti communiste chinois, cénacle de sept personnes qui dirige la Chine, n'a jamais compté une femme. « Les femmes ont un statut social inférieur, donc elles n'accèdent pas aux positions de pouvoir », analyse l'avocate Guo Jianmei. ■

SIMON LEPLÂTRE

En Ethiopie, libération d'un opposant notoire

Le gouvernement a relâché 115 prisonniers, dont Merera Gudina, une figure oromo

ADDIS-ABEBA - correspondance

C'était l'effusion de joie, mercredi 17 janvier, à Burayu, à une vingtaine de kilomètres au nord-ouest de la capitale éthiopienne, Addis-Abeba. Après quatre cents jours de détention, le docteur Merera Gudina, l'une des figures de l'opposition, a été accueilli par la foule venue l'acclamer. Quand il l'a vu « de ses propres yeux », le jeune Tiksa (le prénom a été changé) n'a pu contrôler ses émotions. « On ne s'attendait pas du tout à sa libération », confie son ami, Boja, 22 ans, sur la place où plus d'un millier de personnes exultaient, la veille.

Merera Gudina est le président du Congrès fédéraliste oromo (OFC), un parti d'opposition qui représente les Oromo, la communauté majoritaire du pays, forte de plus de 30 millions d'habitants. Inculpé notamment d'« incitation aux émeutes » et accusé d'avoir fomenté un coup d'Etat, le sexagénaire avait été emprisonné en décembre 2016. Une décision sévèrement critiquée par les organisations de droits de l'homme, qui reprochent à l'Ethiopie de réduire l'opposition au silence. « Ça faisait des mois qu'on réclamait sa sortie de prison », poursuit Tiksa, entouré d'une dizaine de jeunes hommes. Elle fait suite à l'annonce, le 3 janvier, de la libération d'hommes politiques et d'autres personnes emprisonnées dans le but de « créer un consensus national et d'élargir l'espace politique », selon le premier ministre, Hailemariam Desalegn. Plus de 21 000 personnes ont été arrêtées dans le cadre de l'état d'urgence, dont les deux tiers ont été relâchés.

L'Ethiopie a été secouée, en 2015-2016, par une vague de manifestations antigouvernementales réprimées dans le sang. Selon la Commission éthiopienne des droits de l'homme, liée au gouvernement, elles ont fait près d'un millier de morts. Malgré la levée de l'état d'urgence en août 2017, des tensions persistent, notamment à la frontière entre les régions Oromia et Somali, dans l'est du pays, et dans les universités, où le tournant communautaire pris par la contestation a inquiété les chancelleries. Sous pression, le gouvernement, plongé dans une

crise interne, a lancé une première vague de libérations : 115 prisonniers fédéraux ont été relâchés, mercredi 17 janvier, dont Merera Gudina. Au total, les charges à l'encontre de 528 détenus ont été abandonnées, a annoncé, lundi, le procureur général, Getachew Ambaye. Une « task force » censée améliorer le système judiciaire a été créée. Des centaines d'autres prisonniers devraient être libérés dans les prochains mois.

« Prudemment optimistes »

Amnesty International a salué cette décision. « Les autorités éthiopiennes doivent désormais libérer immédiatement et sans condition tous les autres prisonniers d'opinion, y compris ceux qui ont déjà été condamnés », a déclaré, dans un communiqué, Netsanet Belay, directeur de la recherche et du plaidoyer pour l'Afrique. Le gouvernement, lui, affirme qu'il n'y a pas de prisonniers politiques en Ethiopie.

A Burayu, non loin de son tuk-tuk lui servant de taxi, un jeune conducteur compte sur ses doigts. Bekele Gerba, Dejene Tafa, Addisu Bulala, liste-t-il. Ces personnalités politiques « doivent aussi sortir de prison ! » « Cette libération est encourageante, mais ce n'est pas encore le moment de faire la fête », lâche un jeune trentenaire. Le nombre de prisonniers relâchés « est insignifiant par rapport au nombre de personnes encore en prison », ajoute Boja, amer.

Dans sa propriété d'un quartier huppé de Burayu, l'opposant Merera Gudina a l'air fatigué. Le gouvernement ouvre-t-il une voie vers plus de démocratie ? « Nous sommes prudemment optimistes », affirme-t-il. De ses conditions de détention, il ne dira rien. « Je vais prendre du repos, puis parler à mon propre groupe [la grande coalition d'opposition Medrek] pour savoir comment poursuivre la lutte. » Le président de l'OFC a « passé sa carrière à construire des ponts et à se battre pour la démocratie », écrit Mohammed Ademo, le fondateur du site d'information OPride.com, sur le site sud-africain Mail & Guardian. En ce sens, [sa libération] est un pas important vers la guérison nationale dont nous avons grandement besoin. ■

EMELINE WUILBERG

REVELATIONS

Cahier numéro un de l'édition n° 2776 du 18 au 24 janvier 2018

LES FONCTIONNAIRES
LES MEILLEUX PAYÉS DE FRANCE P. 38

LES MÉMOIRES
DU PÈRE DE LUCY YVES COPPENS P. 61

L'OBES

ENTRETIEN
EXCLUSIF

ELENA
FERRANTE
PARLE
ENFIN !

L'INCONNUE
AUX 2 MILLIONS
DE LECTEURS P. 16

EN VENTE
CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX